



Rural Evaluation News
Numéro 6 - Juin 2011

Newsletter du Réseau européen d'Evaluation du Développement rural

Dans ce numéro:

Un aperçu des méthodes utilisées dans les Etats membres pour l'évaluation des terres agricoles et forestières à haute valeur naturelle dans le cadre des programmes de développement rural • Les conclusions de la dernière analyse SWOT du système d'évaluation du développement rural • Les avancées concernant la mise en œuvre des systèmes d'évaluation *in itinere* dans les Etats membres tels qu'indiqués dans les Rapports annuels d'exécution pour 2009 • Les conclusions de l'évaluation des besoins dans les Etats membres et les activités principales du Réseau européen d'évaluation pour 2011 • Ainsi que l'actualité en bref, à savoir le rapport de réunion du comité d'experts chargé de l'évaluation de novembre dernier et les principales avancées relatives à l'évaluation *ex post* de l'initiative communautaire pour le développement rural Leader+.

Sommaire

Approches pour l'identification des terres agricoles à haute valeur naturelle	1
Mise à jour de l'analyse SWOT du système d'évaluation du développement rural	7
Les enseignements de la synthèse européenne des Rapports annuels d'exécution 2009 concernant l'évaluation <i>in itinere</i>	8
Mise à jour de l'évaluation des besoins et Programme de travail 2011	11
En bref:	
o Sixième réunion du comité d'experts chargé de l'évaluation	13
o L'évaluation <i>ex post</i> émet des recommandations clés pour améliorer la performance de Leader	14

Approches pour l'identification des terres agricoles à haute valeur naturelle

Zélie Peppiette

Ces dernières années ont mis davantage l'accent sur les avantages non marchands de la politique agricole et rurale, notamment sur l'impact environnemental des instruments de cette politique. Les conséquences environnementales constituent un enjeu important pour de nombreux intervenants et le public en général, et l'accent que mettent la stratégie Europe 2020 ([Commission européenne, 2010a](#)) et le Plan d'Action en faveur de la biodiversité ([Commission européenne, 2010b](#)) sur la durabilité, le respect de l'environnement et la prévention de la perte de biodiversité montre que l'importance des considérations environnementales dans l'élaboration des politiques de l'Union européenne (UE) va continuer à croître.

Ce qui, conjugué à la préoccupation croissante pour l'évaluation et les performances des politiques au sein de l'Union européenne, signifie qu'il importe plus que jamais de pouvoir mesurer, contrôler et évaluer les caractéristiques environnementales de façon fiable et cohérente.

Le concept de haute valeur naturelle (HVN) dans l'agriculture, qui est apparu comme une préoccupation politique en Europe il y a quelques années, constitue un exemple intéressant des questions et défis liés au suivi de l'environnement pour une utilisation dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

Vous avez dit "terres agricoles à HVN"?

Les terres agricoles à HVN sont le fruit de la conjugaison usage des sols et système agricole. Certaines "valeurs naturelles", liées à des niveaux élevés de biodiversité ou à la présence d'espèces et habitats particuliers, dépendent en effet de certains types d'activités agricoles.

Lire la suite ►

Votre avis nous intéresse

Cette newsletter se veut pratique, accessible et conviviale à toute personne intéressée par l'évaluation des programmes et mesures de développement rural dans l'Union européenne. Souhaitant savoir ce que vous pensez de son contenu, nous vous invitons à nous transmettre vos suggestions quant aux articles et aux rubriques. Merci d'envoyer vos commentaires à: info@ruralevaluation.eu

Abonnement

Avez-vous un collègue ou une connaissance qui souhaiterait recevoir cette newsletter électronique?

L'inscription sur la liste d'envoi est très simple: Pour s'abonner [cliquer ici](#)

Au contraire, si vous souhaitez voir votre nom retiré de notre liste: Pour se désabonner [cliquer ici](#)

Le trait dominant de l'agriculture à HVN est sa faible intensité, qui accepte une présence significative de végétation semi-naturelle, en particulier les herbages extensifs. La diversité de l'affectation des sols, y compris des éléments tels qu'étangs, haies ou espaces boisés, est une autre de ses caractéristiques.

Une classification des terres agricoles à HVN en trois types a été proposée en 2003 (Andersen et al, 2003) et a fait l'objet de certaines modifications ultérieures (Paracchini et al, 2008). Cette typologie largement adoptée a servi de base aux indications fournies pour le suivi des terres agricoles à HVN dans le cadre du développement rural à travers l'UE.

Les indicateurs de HVN dans la politique européenne de développement rural

Le Cadre commun de suivi et d'évaluation (CCSE) pour le développement rural comporte deux indicateurs spécifiquement liés aux terres agricoles à HVN:

- l'indicateur de référence 18: terres agricoles et forestières à HVN. Le Manuel relatif au CCSE définit cet indicateur comme étant la superficie agricole utilisée (SAU) de terres agricoles à HVN, exprimée en hectares ;
- l'indicateur commun d'impact 5: entretien des terres agricoles et forestières à HVN. Cet indicateur concerne les changements dans l'étendue et l'état des terres agricoles à HVN. L'étendue est définie comme étant la superficie des terres agricoles et forestières à HVN exprimée soit en superficie absolue (ha) soit en pourcentage de SAU et/ou de terres forestières. Aucune définition standard pour l'évaluation de l'état des terres n'est par contre fournie.

En plus de ces définitions, de nouvelles orientations pour mesurer les indicateurs HVN ont été élaborées par le Helpdesk Evaluation pour aider les États membres et les évaluateurs à déterminer, mettre à jour et interpréter les données

Les trois types de terres agricoles à HVN

- **Type 1:** Terres agricoles à forte proportion de végétation semi-naturelle.
- **Type 2:** Terres agricoles présentant une mosaïque de pratiques agricoles à faible intensité et d'éléments naturels et structurels (bordures de champs, haies, murs de pierre sèche, parcelles boisées, buissons, petits cours d'eau, etc.).
- **Type 3:** Terres agricoles abritant des espèces rares ou une forte proportion de populations spécifiques au niveau européen ou mondial.



Paysage à HVN représentatif montrant des prairies semi-naturelles extensives dans une mosaïque paysagère en Finlande

d'indicateurs. Le document d'orientation [Instruction de l'indicateur d'impact "haute valeur naturelle" 2007-2013](#) explore les principales caractéristiques de la HVN et explique comment elles peuvent servir de base à la conception d'indicateurs permettant de suivre les tendances dans l'agriculture et la sylviculture à HVN. Une approche en quatre étapes est proposée. Des indications supplémentaires sont fournies dans le [Working Paper on Approaches for assessing the impacts of the Rural Development Programmes in the context of multiple intervening factors](#).

L'approche du CCSE pour évaluer l'agriculture et la sylviculture à HVN prend en compte la diversité des contextes historiques et des expériences en matière de suivi environnemental existant à travers l'UE, ainsi que les variations des caractéristiques des terres agricoles à HVN. Il ne prescrit donc pas de méthode spécifique pour l'évaluation de l'étendue ou de l'état des terres agricoles à HVN. Par contre, les autorités de gestion sont invitées à évaluer l'étendue et l'état des terres agricoles à HVN dans la zone d'intervention de leur RDP en utilisant leurs meilleurs données et indicateurs disponibles, et en s'appuyant sur le support méthodologique fourni.

Les méthodes utilisées pour évaluer les terres agricoles à HVN

Au printemps 2010, la Commission européenne a demandé aux États membres de fournir des détails sur la méthodologie qu'ils utilisaient pour établir les données de l'indicateur de référence CCSE HVN dans leurs programmes. Vingt-quatre réponses contenaient suffisamment de détails méthodologiques pour permettre une analyse commune. Prises ensemble, ces réponses couvraient partiellement ou en totalité 22 États membres de l'UE. Elles ont été évaluées par rapport aux sources de données et aux méthodes utilisées pour identifier les terres agricoles à HVN, ainsi qu'aux types de terres à HVN identifiées (voir tableau ci-contre).

Méthodes utilisées pour identifier les terres agricoles à HVN et pertinence des 3 types de HVN

Cas																										
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	TOTAL	
Méthodes																										
IRENA/EEA					X											X	X									3
Utilisation des terres				X				X	X			X		X	X			X	X	X	X	X	X	X	X	13
Sol/altitude									X																	1
Dispositifs de gestion	X														X				X	X						4
Systèmes agricoles												X		X					X	X	X			X	X	7
Espèces									X											X	X			X	X	4
Désignation UE		X	X	X	X			X	X	X	X		X	X	X				X							12
Désignation nationale			X		X				X	X	X								X							6
Autre identification		X		X	X				X				X	X	X											7
Echantillonnage de site								X																		1
SIGC/SIPA	X			X															X	X					X	5
Types de HVN																										
Type 1	●	●		●	○	●	●	●	●	○	○	●	○	●	●			●	●	●	●	●	●	●	●	18+4
Type 2	○					○	●		●			●			○	●	○			○	○	○	○	○		4+9
Type 3			●	●	●		●		●	●	●		●	●	●				●	○	●		●			13+1
Pour les méthodes, X => méthode utilisée Pour les types de HVN, ● => identifié ○ => partiellement identifié																										

Les approches pour évaluer l'étendue des terres agricoles à HVN

Les vingt-quatre réponses montrent qu'une grande variété de méthodes sont utilisées - seules ou en association - pour déterminer l'étendue des terres agricoles à HVN.

Les méthodes les plus courantes sont basées sur l'occupation du sol et les appellations réglementaires (tant européennes que nationales). Les sources de données liées à l'occupation du sol comprennent l'inventaire des prairies et d'autres enquêtes, ainsi que les [données CORINE](#). Les méthodes combinées à partir de l'occupation du sol comprennent les panels d'experts qui cherchent à améliorer les critères en incorporant des données sur l'altitude et la qualité du sol, en combinaison avec des bases de données de distribution des espèces.

L'utilisation des désignations réglementaires européennes (ex.: [Natura 2000](#) ou les zones aquifères protégées) ou nationales (ex.: les réserves naturelles et parcs nationaux) offrent une base prédéfinie qui peut être utilisée rapidement et simplement. Les pays et régions qui s'appuient entièrement ou principalement sur les zones désignées tendent à être ceux où l'approche par l'utilisation des terres s'est révélée inadaptée aux conditions sur le terrain, souvent parce que la grille d'analyse était trop grossière pour identifier la situation complexe de l'utilisation des terres, ou en raison de difficultés à distinguer entre les catégories de terres (les prairies semi-naturelles extensives et les terres abandonnées, par exemple).

Ce tableau récapitulatif occulte bien entendu les détails de la méthodologie. Dans certains cas, des zones à HVN identifiées à partir des données d'occupation du sol ont été complétées par des terres en zones désignées. Dans d'autres cas, des zones désignées ont été utilisées comme un filtre supplémentaire, avec un autre groupe de catégories de terres sélectionnées à l'intérieur et en dehors des zones Natura 2000. Pour un autre groupe, le point de départ a été les zones désignées puis un nombre limité de certaines catégories d'utilisation du sol ou d'habitats ont été ajoutées pour fournir une image plus complète du statut de HVN.

Sept cas ont utilisé le **système agricole** comme l'un des identifiants des terres agricoles à HVN. Chaque cas a utilisé une approche différente, allant de la simple identification des terres agricoles gérées de manière biologique, grâce aux données de l'[Enquête EUROSTAT sur la structure des exploitations agricoles](#), du [Réseau d'information comptable agricole \(RICA\)](#) ou même aux résultats des fermes individuelles à partir du registre des exploitations agricoles.

Cinq méthodes ont fait appel au Système intégré de gestion et de contrôle / Système d'identification des parcelles agricoles (SIGC / SIPA). Dans certains cas, une fois les ter-

res à HVN identifiées, une couche SIG (système d'information géographique) de la HVN a été associée au SIPA afin que seules les parcelles agricoles soient incluses dans le total final. Dans d'autres cas, le SIGC / SIPA a été utilisé de façon proactive pour identifier les terres agricoles à HVN, en calculant la densité, la taille des parcelles, la proportion de pâturages permanents ou les zones incluses dans certains programmes agro-environnementaux.

Pour son évaluation des terres agricoles à HVN, un petit groupe a utilisé, en plus d'autres méthodes, les terres reprises dans des contrats de gestion. Il pouvait s'agir de programmes agro-environnementaux spécifiques mettant l'accent sur la diversité biologique, ou d'autres régimes nationaux de soutien aux terres agricoles à HVN.

Les approches pour évaluer l'état des terres agricoles à HVN

Alors que toutes les méthodes fournissent une estimation de l'étendue des terres agricoles à HVN, très peu ont tenté d'évaluer l'état et la qualité de celles-ci. Le seul cas enregistré qui comprend actuellement une évaluation graduée de l'état des terres, en utilisant une échelle ordinale, est la méthode basée sur l'échantillonnage des terres extensives. D'autres autorités de gestion ont indiqué qu'elles poursuivaient leurs travaux sur l'évaluation de l'état des terres, la plupart proposant un échantillonnage sur une base limitée.

Identification des trois types de terres agricoles à HVN

En ce qui concerne l'efficacité de chacune des méthodes utilisées pour identifier les trois types de terres agricoles à HVN, la recherche a montré que le **Type HVN 1** est clairement le type le plus couramment identifié. 18 des 24 méthodes semblent bien adaptées pour l'identifier et quatre autres ont pu l'évaluer dans une certaine mesure. L'identification de ce type est fortement corrélée avec l'utilisation d'approches basées sur l'utilisation du sol, qui sont généralement considérées comme un bon moyen pour évaluer le Type HVN 1, bien qu'elles ne tiennent pas compte de la qualité. Une variante remarquable du Type HVN 1 est le pâturage boisé de faible densité, très répandu dans le sud de l'Europe. Plusieurs cas provenant de ces régions ont adapté les définitions et/ou les méthodes afin de prendre en compte cette catégorie de terres.

Le **Type HVN 2** est le plus difficile à identifier. Seuls quatre des 24 cas l'ont identifié de manière efficace, bien que neuf autres aient fourni une évaluation de l'étendue de ce type de terres agricoles à HVN. Les quatre cas ont utilisé

des méthodes très différentes: l'un s'est basé sur un échantillonnage de ses sites physiques; une zone très petite et homogène a utilisé l'approche [IRENA](#) pour calculer la densité des limites des champs; un cas s'est servi des données sur les systèmes agricoles; le quatrième a utilisé une combinaison complexe de méthodes. Cette variété d'approches permet de souligner les difficultés rencontrées dans l'évaluation de ce type de terres agricoles à HVN. Mise à part la méthode de l'échantillonnage des sites, les autres cas sont fortement liés au contexte spécifique de leurs zones et seraient difficiles à transférer à d'autres territoires. Cela est dû au fait qu'ils sont soit liés à leur environnement physique spécifique soit qu'ils peuvent compter sur des sources de données particulièrement complètes.

Plus de la moitié des approches sont considérées comme efficaces pour identifier les terres agricoles du **Type HVN 3**. Les désignations réglementaires portant surtout sur les habitats d'importance particulière pour certaines espèces ou groupes d'espèces, une corrélation entre l'utilisation des désignations et l'identification du Type HVN 3 est admise. L'utilisation des désignations réglementaires n'est cependant pas la seule méthode pour identifier cette catégorie: l'échantillonnage, les panels d'experts et les bases de données nationales sur les espèces ont également été utilisés dans certains cas.

Enjeux et défis liés à l'identification des terres agricoles à HVN

- Bien que le lien entre système agricole, pratiques de gestion et terres agricoles à HVN soit désormais bien établi, **on utilise encore peu les données sur les systèmes agricoles**. Il faudrait effectuer une enquête plus approfondie sur la façon de conjuguer les données des systèmes avec celles d'autres méthodes.

*L'outarde canepetière *Tetrax tetrax*, une espèce menacée.*



Photo: Juan Martin Simon, Projet LIFE-Nature LIFE02/NAT/P/008476

- Des composants du paysage, tels que les haies, les étangs, les buissons ou les arbres de champs, etc. ne sont pas toujours recensés comme terres agricoles, ce qui complique **l'identification du Type HVN 2** en particulier. Cette situation pourrait s'améliorer suite à l'élaboration en 2010 de la norme BCAE sur les caractéristiques du paysage qui inclut les haies, étangs, fossés, bordures de champs, arbres isolés, groupes et lignes d'arbres (Règlement du Conseil (CE) n ° 73/2009). Ces caractéristiques doivent maintenant être recensées et enregistrées. Un problème similaire existe en ce qui concerne les forêts pâturées extensives, qui souvent ne sont pas considérées comme agricoles.
- Les **méthodes par l'occupation du sol** ne distinguent pas toujours bien terres abandonnées et broussailles, prairies semi-naturelles extensives et bosquets d'arbustes ou arbres épars. Améliorer les définitions et les lignes directrices de façon à faire une distinction plus claire entre les deux permettrait de réduire cette confusion.
- **L'incapacité à évaluer la qualité ou l'état des terres agricoles** est une faiblesse généralisée des méthodes utilisées actuellement. L'échantillonnage peut fournir des données détaillées permettant d'identifier tous les types HVN et estimer la qualité ou l'état. Toutefois, si elle peut donner une bonne indication de la situation au niveau des peuplements en général, elle n'est pas aussi fiable à des niveaux inférieurs. Une couverture complète implique nécessairement moins de variables que l'échantillonnage et convient mieux pour l'étendue que pour la qualité. Elle dépend souvent davantage des indicateurs indirects ou dérivés. D'autres travaux seraient nécessaires pour établir les moyens de combiner les deux approches.
- Dans certains endroits, ces liens ont déjà été établis, mais seulement une minorité de régions utilise actuellement le **SIGC/SIPA dans le recensement des terres agricoles à HVN**. Or si la HVN devait à l'avenir être utilisée comme un critère pour le ciblage des mesures politiques ou financières, tel que le préconisent certaines ONG environnementales, de tels liens seraient essentiels.
- Il suffirait d'améliorer les liens du SIGC/SIPA pour identifier distinctement les terres classées à HVN qui sont agricoles. **Les indicateurs dérivés ou indirects** risquent d'être moins précis pour l'identification des terres agricoles à HVN que les paramètres directement liés à l'état de la biodiversité. Toutefois, ils sont largement disponibles et souvent plus cohérents, plus faciles à utiliser et plus fréquemment mis à jour. Des travaux de vérification permettant d'établir la plausibilité des indicateurs dérivés ou indirects en utilisant par exemple des techniques de triangulation pourraient accroître la fiabilité et l'acceptation de cette approche.

- Les ensembles de données et sources existants liés aux paramètres environnementaux varient énormément en termes de contenu, de couverture, de détail, de qualité et de fréquence de mise à jour. D'où des résultats qui ne sont pas comparables et une **disponibilité irrégulière des données à travers l'UE**. Or il importe d'éviter l'approche par le "plus petit dénominateur commun" qui utiliserait uniquement des sources de données constamment disponibles. Ce sont la plus haute qualité et les données disponibles les plus appropriées dans une région qui doivent être utilisées, même si elles ne valent que pour la région concernée.
- Si une variété de méthodes et sources de données doit être utilisée, il importe d'instaurer une confiance mutuelle dans la **fiabilité des différentes méthodes**. Cette confiance repose sur la transparence et une meilleure compréhension. Il faut démontrer que la méthode est acceptable si on veut qu'elle soit acceptée.
- En cette période de vaches maigres pour les administrations publiques, toutes les dépenses, notamment celles relatives à la mise en œuvre et au suivi, doivent être soigneusement justifiées. **Les ressources consacrées à l'évaluation de paramètres tels que les terres agricoles à HVN** doivent donc être proportionnées et d'un coût abordable.
- **Le but de l'identification des terres agricoles à HVN** doit être clair et différentes méthodes seront appropriées pour répondre aux différents objectifs. Les méthodes qui fournissent une évaluation fiable de l'état général des terres agricoles à HVN et de son évolution au fil du temps peuvent être inadéquates pour le ciblage des mesures politiques ou financières destinées à son entretien. Si investir des fonds publics pour entretenir les terres agricoles à HVN devient un engagement politique, alors il sera nécessaire d'identifier les fermes ou parcelles admissibles et des méthodes d'évaluation différentes pourront donc s'avérer nécessaires.

Conclusion

Si des progrès appréciables ont été accomplis dans l'évaluation de l'étendue de terres agricoles à HVN, l'évaluation de leur état ou de leur qualité demeure un défi considérable. Il faut reconnaître cependant que la situation est bien meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a à peine cinq ans.

En raison de la variation de la disponibilité des données dans les États membres et régions de l'UE et de la diversité des situations physiques, il semble impossible de proposer une méthode unique pour l'évaluation de l'étendue des terres agricoles à HVN. Il semble plus réaliste de travailler sur l'affinement des différentes méthodes existantes, l'amélioration et les preuves de leur fiabilité, et d'accroître leur

acceptabilité. Il serait bon de déterminer une "zone de terres agricoles à HVN" comme paramètre commun, évalué en fonction de chaque secteur de programme particulier en utilisant les données et méthodes les meilleures et les plus appropriées disponibles dans la zone concernée. Cela produirait des résultats largement acceptés, qui pourraient fournir une vue d'ensemble au niveau européen.

Pour en savoir plus

- o [The challenge of monitoring environmental priorities: the example of HNV farmland](#), Peppiette, Z.E.N. Document préparé pour le 122ème séminaire de l'EAAE "Evidence-based agricultural and rural policy making: Methodological and empirical challenges of policy evaluation", Ancône, 17-18 février 2011.
- o [Document d'orientation Instruction de l'indicateur d'impact "haute valeur naturelle" 2007-2013](#). Disponible en anglais, français et allemand.
- o [Working Paper on Approaches for assessing the impacts of the Rural Development Programmes in the context of multiple intervening factors](#)
- o [European Commission \(2010a\). Communication from the Commission: Europe 2020, A strategy for smart, sustainable and inclusive growth. COM \(2010\) 2020. Brussels: European Commission](#)
- o [European Commission \(2010b\). Report from the Commission to the Council and the European Parliament: The 2010 assessment of implementing the EU biodiversity action plan. COM \(2010\) 548. Brussels: European Commission](#)
- o Andersen, E., Baldock, D., Bennett, H., Beaufoy, G., Bignal, E., Brouwer, F., Elbersen, B., Eiden, G., Godeschalk, F., Jones, G., McCracken, D.I., Nieuwenhuizen, W., van Eupen, M., Hennekens, S. & Zervas, G. (2003). [Developing a High Nature Value Farming area indicator](#). Report for the European Environment Agency.
- o Paracchini, M.L., Petersen, J.E. and Hoogeveen, Y., Catharina Bamps, Ian Burfield, Chris van Swaay (2008). [High Nature Value Farmland in Europe](#). European Commission Directorate General Joint Research Centre and the European Environment Agency.

Mise à jour de l'analyse SWOT du système d'évaluation du développement rural

Jela Tvrđonova/Jon Eldridge

Les évaluations font partie intégrante du processus de mise en œuvre des programmes de développement rural (PDR). Il est donc essentiel d'évaluer régulièrement chacun des composants du système de suivi et d'évaluation du PDR afin de s'assurer qu'il fonctionne efficacement.

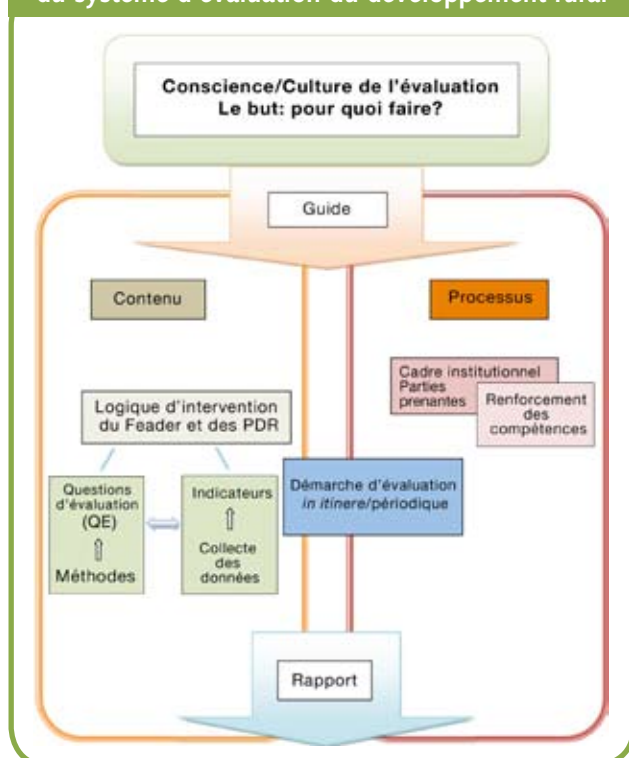
Une mise à jour de l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT) du système d'évaluation du développement rural 2007-2013 a récemment été publiée. Fondée sur l'expérience d'un large éventail d'acteurs, la démarche a examiné les différents aspects du système afin d'identifier certaines questions spécifiques à résoudre mais aussi les aspects positifs du système pouvant être mis à profit (voir la figure ci-dessous).

En mettant l'accent sur la compétitivité, l'environnement et la qualité de vie, l'approche stratégique du développement rural pour la période de programmation en cours fournit une base solide pour l'évaluation. L'application du Cadre commun de suivi et d'évaluation (CCSE) encourage l'évaluation *in itinere* des programmes de développement rural

et de leur mise en œuvre. Une telle intégration de l'évaluation dans la phase initiale du programme et l'importance accordée à l'évaluation *in itinere* améliorent la gestion des ressources publiques utilisées pour le développement rural à travers l'UE.

Toutefois, les experts du Réseau européen d'évaluation du développement rural qui ont réalisé le rapport ont identifié un certain manque de sensibilisation des gestionnaires de programme et des décideurs quant à l'utilité de l'évaluation. "Dans plusieurs cas, les ajustements de programme sont davantage motivés par des préoccupations concernant l'absorption des budgets alloués que par l'envie d'effectuer une évaluation critique des besoins et impacts du programme". Le rapport en conclut qu'une meilleure communication entre les intervenants de l'évaluation et un meilleur transfert des résultats des pratiques des PDR devraient être l'occasion d'améliorer grandement la culture de l'évaluation.

Figure 1: Structure de l'analyse SWOT du système d'évaluation du développement rural



Source: Helpdesk Evaluation

Rôle du CCSE

L'analyse SWOT a également examiné l'utilisation du CCSE comme outil d'orientation pour l'évaluation du développement rural. Bien qu'il soit considéré comme une utile source de référence commune à tous les intervenants, le CCSE est parfois jugé trop contraignant, trop exigeant et trop complexe, notamment lorsque les autorités de gestion et les évaluateurs le maîtrisent mal.

Le CCSE a introduit un ensemble d'indicateurs communs (de base, de réalisation, de résultat, d'impact) et de questions d'évaluation, mais l'analyse a montré qu'un large éventail d'approches est appliqué pour évaluer les impacts et répondre à ces questions. Les comparaisons au niveau européen restent donc difficiles à effectuer. Les évaluations pourraient être améliorées par l'introduction de méthodes communes. En outre, des orientations complémentaires établies par la Commission européenne et le Helpdesk du Réseau européen d'évaluation du développement rural pourraient accroître encore la compréhension commune de la notion d'évaluation entre les parties prenantes.

De fait, le rôle du réseau et de son Helpdesk est vu comme une “force” du système. Selon le rapport, “le réseau stimule la poursuite des travaux méthodologiques sur l'évaluation des impacts du développement rural et les connaissances d'évaluation des actions et des pratiques”. Toutefois, suivi et évaluation sont généralement encore gérés séparément et la responsabilité de la collecte des données n'est souvent pas clairement établie. Dans la plupart des États membres, le renforcement des capacités est modeste. Les acteurs économiques et les partenaires sociaux, locaux et non-professionnels ne sont pas encore suffisamment impliqués dans le processus d'évaluation.

Une autre question importante que fait ressortir l'analyse SWOT est le calendrier des tâches d'évaluation. En général, les évaluations à mi-parcours sont perçues comme étant effectuées trop tôt pour tenir compte de certains impacts et trop tard pour influencer l'élaboration des politiques. L'évaluation *in itinere* devrait donc permettre de réduire ces difficultés de synchronisation et le risque d'effectuer une évaluation non valable.

Enfin, l'analyse SWOT a également porté sur le processus de reporting. Elle révèle que les Rapports annuels d'exécution comportent trop de tableaux. Or les rapports qui sont

difficiles à lire dissuadent les parties prenantes de prêter attention aux résultats et conclusions. L'analyse met en évidence la nécessité de mettre au point une structure de rapport plus ciblée et plus détaillée que les autorités de gestion pourront adopter.

Selon l'analyse SWOT mise à jour en 2010, il est possible de continuer à vérifier et explorer de nombreuses conclusions des années précédentes. Grâce au nombre croissant d'expériences pratiques dans l'application du CCSE, un précieux stock de connaissances pourrait être capitalisé et alimenter en données supplémentaires la conception du système de suivi et d'évaluation pour la période de programmation post-2013.

Pour en savoir plus

- o [Updated SWOT analysis: Rural Development Evaluation System 2007-2013](#)
- o [Cadre commun de suivi et d'évaluation – CCSE 2007-2013](#)

Les enseignements de la synthèse européenne des Rapports annuels d'exécution 2009 concernant l'évaluation *in itinere*

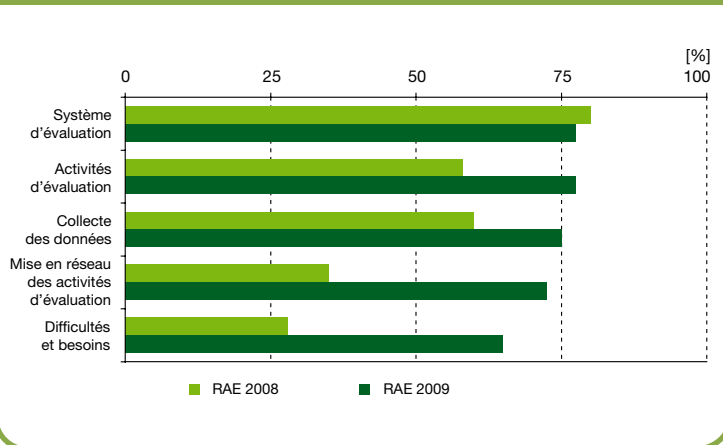
Margot van Soetendaal

Le Helpdesk a réalisé une troisième synthèse des sections sur l'évaluation *in itinere* figurant dans les Rapports annuels d'exécution (RAE). Cette synthèse est basée sur les RAE soumis par les autorités de gestion en juin 2010 et couvrant les activités d'évaluation menées en 2009. L'objectif principal de la démarche était d'obtenir une photographie des systèmes d'évaluation *in itinere* dans les États membres et d'améliorer la qualité des Rapports en présentant des bonnes pratiques.

Au total, 80 programmes de développement rural (PDR) ont été examinés, dont 16 PDR nationaux et 64 PDR régionaux. Le travail d'analyse a été organisé en étroite collaboration entre le Helpdesk Evaluation et ses experts géographiques dans les États membres. Le Helpdesk Evaluation a élaboré une grille d'évaluation pour

recueillir les informations pertinentes des sections des RAE traitant de l'évaluation. Comme pour les synthèses précédentes, l'objectif de l'exercice était d'extraire et d'analyser les informations disponibles plutôt que de juger ou de classer les Rapports des différents États membres.

Informations disponibles (%) pour les 5 rubriques des RAE 2008 et 2009



Source: Helpdesk Evaluation

Des rapports sur l'évaluation plus détaillés

Dans les RAE 2009, les sections sur l'évaluation *in itinere* varient encore dans leur degré d'exhaustivité mais en termes de qualité globale on observe une amélioration du contenu des informations. Une comparaison des Rapports 2008 et 2009 en ce qui concerne les informations disponibles pour chacune des cinq rubriques du plan indicatif d'un RAE (voir la Note d'orientation B du Manuel relatif au CCSE) est présentée dans la Figure 1. Bien que les rapports des années précédentes aient porté essentiellement sur le système d'évaluation, une attention considérable a été accordée en 2009 à la préparation de l'évaluation à mi-parcours (EMP) et des informations plus substantielles sont également fournies pour les autres rubriques du plan indicatif.

Préparer le terrain pour l'évaluation à mi-parcours de 2010

Dans l'ensemble, les États membres sont à des stades très différents en ce qui concerne la préparation et la mise en œuvre de l'évaluation à mi-parcours (EMP): à la fin de la période considérée (décembre 2009), la plupart des EMP se trouvaient encore en phase de structuration. Rares étaient les États membres qui se trouvaient dans la phase d'observation, et les programmes les moins avancés n'en étaient qu'à la préparation du cahier des charges. Toutefois, les RAE montrent aussi que l'évaluation *in itinere* est de plus en plus utilisée pour préparer l'EMP. Dans très peu de cas, l'évaluation *in itinere* est décrite comme un exercice d'évaluation distinct.

Consolidation des systèmes d'évaluation dans les États membres

La tendance à externaliser complètement l'ensemble des activités d'évaluation *in itinere* en les confiant à des évaluateurs externes s'est confirmée pour la majorité des PDR. L'évaluation *in itinere* menée en interne (par des unités d'évaluation distinctes au sein des autorités de gestion ou d'instituts publics de recherche) n'apparaît que dans quelques programmes.

La communication entre les autorités de gestion, les évaluateurs et les autres parties prenantes s'améliore. Les autorités de gestion ont décrit différents dispositifs organisationnels qui favorisent les activités de communication: groupes de pilotage de l'évaluation, groupes de travail pour des mesures ou axes spécifiques, comités d'aide à l'évaluation, groupes de gestion de l'évaluation, etc.

Augmentation des activités d'évaluation

Les RAE tendent à montrer que les autorités de gestion suivent la Note d'orientation B du Manuel relatif au CCSE très précisément pour la conduite des phases d'évaluation, tant en termes de type, que de contenu et de séquence des activités d'évaluation présentées.

Bien que rarement expliquée en détail, une variété de méthodes – quantitatives, qualitatives ou mixtes – concernant l'évaluation des impacts sont mentionnées dans les RAE. Des études thématiques sont évoquées, en particulier pour l'évaluation de l'Axe 2 (soutien à la gestion des terres et à l'amélioration de l'environnement), les indicateurs d'impact environnemental et lorsqu'il s'agit de combler des lacunes dans la description de la situation de référence.

Efforts continus pour améliorer les systèmes de collecte de données et de gestion

Le rapport de synthèse révèle que les États membres déploient des efforts considérables pour répondre aux exigences de la collecte de données concernant les indicateurs communs. Les sources de données suivantes sont les plus fréquemment mentionnées par les autorités de gestion:

- données de suivi recueillies par les organismes payeurs ou par les gestionnaires de mesure;
- données primaires (ex.: à partir de groupes de discussion, de questionnaires, d'entrevues, d'enquête) collectées par des évaluateurs ou externalisée;
- données secondaires à des fins d'évaluation et pour la description de la situation de départ le plus souvent

collectées à partir de statistiques nationales / régionales et de bases de données nationales.

Des données manquantes ont été formulées, en particulier pour le résultat environnemental et les indicateurs d'impact de l'Axe 2, mais aussi pour l'Axe 4 (Leader). Mesurer l'impact des projets sur l'économie locale s'est avéré difficile dans certains cas.

Pour certains programmes, lorsque les données quantitatives n'étaient pas facilement disponibles, on constate que le manque de données est compensé par l'application de méthodes qualitatives, telles que des entrevues, des groupes de discussion, des questionnaires. Certains RAE laissent à penser que la coordination entre les différentes institutions impliquées dans la collecte et le traitement des données est toujours un élément critique.

Lent démarrage du renforcement des capacités et des activités de mise en réseau

Si le nombre total d'événements touchant le renforcement des capacités en évaluation augmente, la portée de ces événements est insuffisante dans certains pays et dépend essentiellement de l'offre externe à cet égard. Les États membres composés de régions et dotés d'un Programme de réseau rural national ont tendance à organiser davantage d'événements liés au renforcement des capacités et à la mise en réseau que les autres États membres. Fait intéressant: certains événements bilatéraux de renforcement des capacités et d'échange d'informations entre autorités de gestion sont mentionnés.

Le rôle du comité d'experts chargé de l'évaluation et du Helpdesk Evaluation dans le renforcement des capacités et des activités en réseau aux niveaux européen et national a pris une place plus importante en 2009 dans les Rapports annuels d'exécution. Les réunions du comité d'experts chargé de l'évaluation sont présentées comme une activité de réseautage majeure au niveau européen, tandis que les groupes de discussion et missions organisés par le Helpdesk Evaluation sont souvent cités comme des activités de réseautage nationales.

Les conférences scientifiques ou autres événements internationaux consacrés à l'évaluation sont toutefois peu mentionnés.

Difficultés rencontrées dans le processus et les méthodes d'évaluation

Les principales difficultés décrites en matière d'évaluation *in itinere* sont les suivantes:

- problèmes méthodologiques (ex.: quantification des impacts, identification des effets du programme, manque de données, etc.);
- manque de clarté des questions d'évaluation communes et incompatibilité de celles-ci avec les indicateurs;
- problèmes avec les indicateurs de base et la collecte des données;
- problèmes dans le calcul de la valeur ajoutée brute (VAB) (manque de données, problèmes dans l'application de la définition du CCSE, etc.).

On signale que des contacts accrus avec le Helpdesk Evaluation pourraient être un moyen de surmonter ces difficultés.

Perspectives pour les Rapports annuels d'exécution de 2010

Les Rapports annuels d'exécution pour 2010 doivent être soumis par les autorités de gestion en juin 2011. L'évaluation à mi-parcours, qui a été menée par des évaluateurs indépendants, sera le thème principal des activités présentées. Il sera intéressant de lire les commentaires des autorités de gestion en ce qui concerne les phases de préparation, les difficultés rencontrées et les solutions adoptées. Dans certains rapports, on peut trouver des informations sur les activités de suivi envisagées, mais aussi des informations complémentaires sur d'autres rubriques de la description indicative du RAE pour l'évaluation *in itinere* (voir la Note d'orientation B du Manuel relatif au CCSE). On peut s'attendre à ce que l'amélioration générale de la qualité des Rapports se poursuive.

Pour en savoir plus

- o [Synthesis of Annual Progress Reports for 2009 concerning ongoing evaluation](#)

Mise à jour de l'évaluation des besoins et Programme de travail 2011

Hannes Wimmer

Chaque année, le Helpdesk Evaluation réalise une évaluation des besoins et résume ainsi les expériences et les besoins des intervenants de l'évaluation dans les Etats membres concernant la mise en œuvre du Cadre commun de suivi et d'évaluation (CCSE). Cet exercice a pour objectif d'en apprendre plus sur les questions pratiques auxquelles les acteurs de terrain sont confrontés ainsi que de réfléchir à la façon de traiter ces questions dans le cadre des Programmes de travail annuels du Helpdesk du Réseau européen d'évaluation du développement rural.

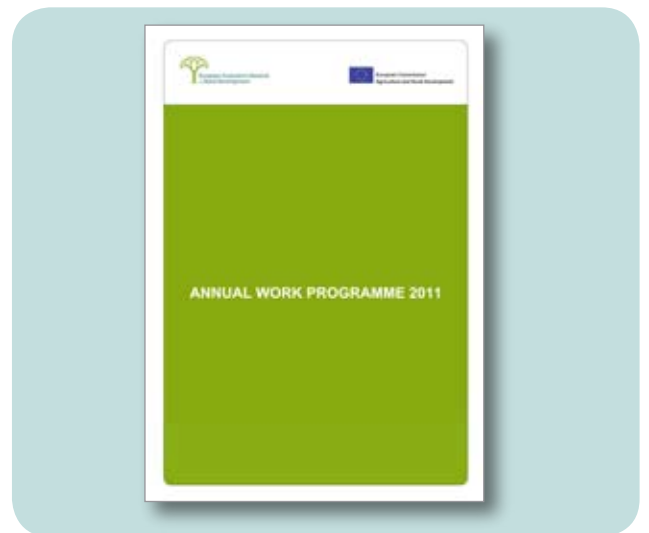
La "Mise à jour de l'évaluation des besoins dans les Etats membres" (troisième document publié depuis 2008) provient d'une analyse continue de diverses sources d'information, à savoir les rapports de missions du Helpdesk Evaluation dans les Etats membres, les questions techniques reçues, les conférences, etc. L'organisation annuelle de groupes de discussion ainsi que les contributions écrites des Etats membres sont également prises en considération. Les groupes de discussion en 2010 ont en effet suscité un très net engouement. Même si en raison d'une lourde charge de travail dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours (EMP), certains Etats membres n'ont pas pu organiser de groupes de discussion, ils ont vivement exprimé le souhait d'en organiser en 2011.

Besoins généraux soulevés par la communauté d'évaluation

Par rapport au travail du Helpdesk Evaluation, les intervenants ont exprimé un besoin général de transmettre l'expertise parmi les Etats membres (ou à des groupes d'Etats membres ou de régions qui partagent des intérêts communs). Affiner et ajuster le travail déjà accompli par le Helpdesk Evaluation figurent parmi les suggestions. En outre, les intervenants ont exprimé le besoin de disposer de bons exemples d'outils d'évaluation au plan opérationnel, par exemple pour la collecte des données, les formulaires de candidature, des lignes directrices sur la manière d'impliquer le comité de suivi, etc.

Besoins liés au suivi des résultats de l'EMP

Intensifier la communication des résultats de l'EMP au plan national/régional et européen s'est révélé être un besoin primordial pour la communauté d'évaluation. La Commission européenne prévoit d'ailleurs une synthèse



des EMP sous peu. Néanmoins, les enseignements devraient pouvoir être disponibles plus tôt afin de les incorporer dans le cahier des charges pour les évaluations *ex post*.

- Conformément au Programme de travail 2011, les activités du premier semestre 2011 du Helpdesk Evaluation se concentrent principalement sur le soutien pour l'évaluation des rapports d'EMP: ce sont les agents de la Commission européenne qui effectuent véritablement l'évaluation sur la base d'un outil développé par le Helpdesk Evaluation. Au début de l'année 2011, le Helpdesk a dispensé une formation aux agents de la Commission dans le but d'assurer une approche cohérente pour l'évaluation des rapports d'EMP. Un soutien méthodologique pour des questions liées à l'évaluation leur est prodigué. De plus, une synthèse des résultats relatifs aux méthodes et impacts est en cours de préparation.

Besoins liés à l'évaluation *in itinere*

Les intervenants de l'évaluation ont clairement exprimé l'idée qu'il n'existait pas encore de notion commune aux Etats membres sur ce que signifie "l'évaluation *in itinere*", ses implications et à qui elle s'adresse. Les Etats membres demandent donc davantage d'explications et d'exemples sur la façon dont les autres Etats membres utilisent ce concept en pratique. En plus, une orientation pratique relative à l'évaluation des programmes des Réseaux ruraux nationaux est également souhaitée.

- Par conséquent, le travail thématique de 2011 du Helpdesk Evaluation prévoit de comparer une sélection d'approches liées à l'organisation de l'évaluation *in itinere* ainsi que des activités de renforcement des capacités dans les Etats membres. *Le Working Paper on the Evaluation of National Rural Network Programmes*, publié en 2010, sera mis à jour cette année et contiendra de nouvelles informations sur les méthodes réellement employées au cours de l'évaluation à mi-parcours.

Besoins liés à l'orientation méthodologique

L'orientation méthodologique devrait tout d'abord se concentrer sur les problèmes méthodologiques, tels que le contrefactuel, les engagements qui chevauchent deux périodes de programmation, la mesure des effets bruts et nets des interventions et les effets de synergie des politiques. Plus d'orientation sur les approches qualitatives a été préconisée pour étayer la quantification des résultats et de l'impact mais aussi pour constituer une approche structurée et cohérente. Le soutien pour les données d'évaluation en dehors des indicateurs telles que les statistiques, les modèles, les méthodes, etc. ainsi que les formulaires d'évaluation ont aussi été mentionnés.

- Le Helpdesk Evaluation devrait réaliser une mise à jour consolidée du Document de travail "Approaches for assessing the impacts of the Rural Development Programmes in the context of multiple intervening factors" et du Document de travail "Capturing impacts of Leader and of measures to improve Quality of Life in rural areas" après un échange d'expériences avec les Etats membres au cours de l'évaluation à mi-parcours. Ces outils et conseils plus pratiques devraient aider les Etats membres à travailler plus efficacement avec les indicateurs d'impact dans le cadre de l'évaluation *ex post*. Au second semestre 2011, un groupe de travail composé d'experts en évaluation et de praticiens des Etats membres se pencheront sur les pratiques appliquées à l'évaluation des impacts de développement rural pendant l'EMP. Quelles mé-

thodes ont fonctionné ou pas? Les méthodes sont-elles économiquement avantageuses? Assurent-elles une comparabilité au niveau européen?

Besoins liés à l'évaluation *ex post* des PDR et à la prochaine période de programmation

Les Etats membres ont exprimé leur inquiétude quant à la possibilité de pouvoir obtenir au plus tôt et de voir diffuser les lignes directrices relatives à l'évaluation *ex post*. Cependant, donner la priorité à la rédaction de l'orientation relative à l'évaluation *ex ante* pour la période post-2013 a aussi été mentionné. Cette orientation est nécessaire bien avant celle de l'*ex post*.

- Le Helpdesk Evaluation assistera le groupe de travail sur la révision du CCSE. La Direction générale de l'agriculture et du développement rural a mis sur pied ce laboratoire d'idées pour mettre au point des propositions visant à améliorer le système de suivi et d'évaluation pour les programmes de développement rural post-2013.

En conclusion, on peut dire que cette année, les activités du Réseau européen d'évaluation portent sur quatre domaines (a) consolider le travail méthodologique du réseau des années précédentes; (b) intensifier la diffusion de bonnes pratiques; (c) partager les résultats de l'évaluation à mi-parcours et; (d) soutenir le processus de révision du CCSE pour la prochaine période de programmation post-2013.

Pour en savoir plus

- [Annual Work Programme 2011](#)
- [Update of needs assessment in the Member States](#)

En bref

Sixième réunion du comité d'experts chargé de l'évaluation

Maylis Campbell

La sixième réunion du comité d'experts chargé de l'évaluation des programmes de développement rural a eu lieu à Bruxelles le 26 novembre dernier. Elle a porté sur les résultats de l'évaluation des besoins réalisée via des groupes de discussion dans les Etats membres mais aussi sur la teneur du Programme de travail 2011 du Réseau européen d'évaluation. En outre, les échanges sur la révision du Cadre commun de suivi et d'évaluation (CCSE) se sont poursuivis à la lumière du débat en cours à propos de la période post-2013.

Les premiers résultats de la synthèse des rapports annuels d'exécution (RAE) pour 2009 en ce qui concerne l'évaluation montrent une amélioration générale comparée aux années précédentes en termes de qualité des Rapports des autorités de gestion ainsi que du traitement des sujets. Les résultats définitifs sont à présent disponibles. Pour plus de détails, lire l'article en page 8.

Les résultats des groupes de discussion, organisés dans les Etats membres, ont été traduits en activités concrètes dans le Programme de travail 2011 du Réseau européen d'évaluation. Lire l'article en page 11.

En plus d'examiner les besoins relatifs à l'évaluation et le suivi dans le CCSE actuel, les groupes de discussion se sont aussi penchés sur la prochaine période de programmation. Lire l'article en page 11.

Les délégués du comité d'experts chargé de l'évaluation lors de la réunion de novembre 2010



Photo: Maylis Campbell



Photo: Jelela Tyrdonova

Groupe de discussion à Prague, où les participants échangent leur point de vue sur la future conception du CCSE

La mise à jour de l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT) du système d'évaluation pour le développement rural 2007-2013 a révélé les questions principales relatives aux méthodologies et processus actuels du CCSE, identifié la nécessité de davantage d'orientation, et les possibilités d'améliorer le CCSE pour la période post-2013. Lire l'article en page 7.

Les délégués ont été informés de la teneur des discussions dans chacun des Etats membres sur l'avenir de l'évaluation et du suivi post-2013. Un Etat membre a fait une présentation de son travail à ce sujet.

Pour poursuivre le travail de révision à propos du CCSE, un document de travail "Objectifs et principes du système de suivi et d'évaluation pour le développement rural" a été présenté pour examen aux membres du comité. A travers ses trois objectifs et ses sept principes clés pour le système post-2013, ce document orientera la préparation des règlements et lignes directrices. Les membres du comité se sont répartis en 12 sous-groupes pour examiner en détail le document. Un rapporteur pour chaque groupe a ensuite commenté le texte proposé, au cours d'une discussion animée.

La septième réunion du comité d'experts chargé de l'évaluation aura lieu le 16 juin 2011 à Bruxelles.

En bref

L'évaluation *ex post* émet des recommandations clés pour améliorer la performance de Leader

Jon Eldridge/Robert Lukesch

Il faut des partenariats locaux et un réseau de coopération solides pour élaborer des stratégies efficaces pour un développement local durable. Tel était le message souligné par l'évaluation *ex post* de Leader+, une initiative communautaire qui encourageait les stratégies pour un développement à long terme des régions rurales.

D'après les résultats de l'étude, c'est en donnant aux intervenants locaux la possibilité d'essayer de mettre en œuvre de nouvelles mesures de développement que Leader+ a complété les programmes intégrés. Mises en œuvre à une plus petite échelle, ces mesures soulevaient moins d'inquiétude en cas d'échec que des interventions intégrées.

Cependant, selon les conclusions du rapport, le rôle de Leader+ en tant que "laboratoire" doit être renforcé et la résilience à long terme des territoires ruraux doit prévaloir sur les gains économiques à court terme. La stratégie de développement local devrait servir de référence pour l'innovation locale.

Baumkronenweg Autriche – Pont surplombant la canopée dans la zone Leader de Sauwald: Financé par Leader, ce pont dans les arbres attire, chaque année, environ 200 000 visiteurs et a, par conséquent, créé de nouveaux emplois dans la région Leader de Sauwald



Photo: GAL Sauwald, <http://www.sauwald.at>

Conduite en 2010, l'évaluation *ex post* s'est concentrée sur les expériences des 15 Etats membres de l'UE (2000-2006) ainsi que sur les mesures de type Leader+ mises en œuvre dans six des dix nouveaux Etats membres (2004-2006).

Une enquête effectuée auprès de 10% de tous les groupes d'action locale - GAL - (au total, 102 GAL ont répondu) et des autorités de gestion, des entretiens avec des représentants des unités nationales d'animation et 10 études de cas adaptées à chaque pays constituaient le travail de terrain et s'adressaient à la fois aux programmes généraux et à chaque GAL qui avait été créé.

Ces études ont montré à quel point les stratégies adoptées grâce à la méthode Leader ont favorisé de nouvelles structures et partenariats innovants auprès des acteurs locaux. Si l'approche Leader+ est parvenue à réunir individus et activités, certains éléments semblent attester que les GAL n'ont pas toujours réussi à intégrer, dans le processus de développement, les membres les plus défavorisés de la communauté.

A plus grande échelle, la mise en réseau et la coopération, surtout entre groupes voisins, ont permis l'émergence de projets qui n'auraient sinon pas vu le jour. Dans ses recommandations, le rapport encourage la poursuite d'une telle coopération territoriale dans le but de donner la possibilité aux acteurs locaux d'apprendre de leurs pairs à la fois au plan national et européen.

Les avantages de Leader

Un des avantages principaux de Leader+ est d'avoir stimulé le capital social et par conséquent la compétitivité territoriale. Les nouveaux partenariats locaux relaient davantage ce bénéfice alors que les GAL établis en citent les impacts positifs sur l'économie locale. Selon les conclusions de l'évaluation, mettre l'accent sur un capital social et un développement multisectoriel accrus se révèle nécessaire pour la mise en œuvre des réponses locales face aux problèmes globaux.

L'emploi constitue un autre impact significatif de Leader+. Le rapport souligne les aspects innovants d'un grand nombre d'interventions, leur mise en œuvre dans des territoires où les opportunités d'emploi sont faibles et leur impact sur des secteurs spécifiques tels que le petit artisanat et les activités touristiques. La création de nouvelles installations et de nouveaux services a également profité à l'emploi de la population locale et a offert de nouvelles possibilités de jouir des ressources naturelles et culturelles.



Un autre domaine mis en exergue dans le rapport porte sur les capacités de gouvernance locale renforcées par Leader+. Les études ont démontré que les mesures Leader+ augmentaient de manière significative les capacités des communautés à concevoir et mettre en œuvre des stratégies locales de développement rural dans les nouveaux Etats membres. Le rapport d'évaluation préconise la poursuite du développement de l'autonomie et des processus de décision des GAL afin qu'ils soient en mesure d'appliquer les mesures de renforcement des compétences.

Un autre domaine mis en exergue dans le rapport porte sur les capacités de gouvernance locale renforcées par Leader+. Les études ont démontré que les mesures Leader+ augmentaient de manière significative les capacités des communautés à concevoir et mettre en œuvre des stratégies locales de développement rural dans les nouveaux Etats membres. Le rapport d'évaluation préconise la poursuite du développement de l'autonomie et des processus de décision des GAL afin qu'ils soient en mesure d'appliquer les mesures de renforcement des compétences.

Autonomie

Une plus grande capacité dans la prise de décision et une plus grande autonomie des GAL augmentent l'impact des actions réalisées sur le terrain. Dans la pratique, cependant, l'autonomie n'est pas simple-

ment déterminée par des dispositifs officiels; il s'agit du résultat de la qualité des relations entre le GAL, l'autorité de gestion et les autres intervenants tels que les réseaux.

Améliorer la qualité de ces relations fait partie des recommandations du rapport. Il prône l'établissement de partenariats public-privé équilibrés, solidaires et efficaces, basés sur une compréhension claire des rôles et responsabilités respectifs, évitant ainsi tout conflit d'intérêt et même l'apparition de tout délit d'initiés. Il encourage également la mise en place de cadres institutionnels transparents et responsables qui n'empêchent pas les GAL de mener des initiatives de développement.

Enfin, le rapport a identifié un manque de structure dans la culture du suivi et de l'évaluation parmi les GAL. Il existe de nombreuses possibilités d'étendre l'utilisation du suivi en tant que moyen visant à améliorer la performance de la stratégie de développement local; et le rapport de conclure qu'il appartient aux GAL de suivre systématiquement leurs stratégies de développement.

Pour en savoir plus

- o [Evaluation ex post de Leader+](#)

Equipe éditoriale: Maylis Campbell, Valérie Dumont, Hannes Wimmer. Evaluation Helpdesk, 260 Chaussée Saint-Pierre, B-1040 Brussels.

E-mail: info@ruralevaluation.eu

Site web: <http://enrd.ec.europa.eu/evaluation/>

Graphisme: Anita Cortés.

Traduction: Valérie Dumont, Jean-Luc Janot.

Collaborateurs: Jon Eldridge, Robert Lukesch, Zélie Peppiette, Jela Tvrdonova, Margot van Soetendaal, Hannes Wimmer.

Le Helpdesk Evaluation travaille sous la supervision de l'Unité L.4 (Evaluation des mesures applicables à l'agriculture, études) de la Direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne.

Le contenu de cette newsletter ne reflète pas nécessairement le point de vue officiel de la Commission européenne.